

E 2300 Paris, Archiv-Nr. 90

*Le Ministre de Suisse à Paris, A. Dunant,  
au Président de la Confédération, G. Motta*<sup>1</sup>

L

Paris, 11 janvier 1937

Au cours de ces derniers jours, l'un de mes collaborateurs a eu l'occasion de s'entretenir assez longuement de la situation militaire avec le Général Prételat, Membre du Conseil Supérieur de la Guerre.

Je crois intéressant de rapporter ces propos, tant à cause de la personnalité de leur auteur, que par les différences d'opinion qu'ils révèlent, soit à l'égard des vues d'autres grands chefs militaires, soit à l'égard des arguments que l'on m'avait exposés au Quai d'Orsay à propos de l'affaire d'Huningue<sup>2</sup>.

---

1. *Remarque manuscrite de Motta en tête du document*: En circulation. Très intéressant! 12.1.37. M.

2. *A ce sujet, cf. la rubrique IX. 2 de la table méthodique. Dans son rapport urgent du 1<sup>er</sup> février 1937, à Bonna, le Ministre Dunant signalera à l'attention du Service de renseignements suisse, ce passage du «Journal Officiel» français du 29 janvier reproduisant une question de Louis de Chappedelaine au Ministre de la Guerre, posée le 28 janvier à la Chambre des Députés:*

«Enfin, il est, sur notre frontière de l'Est, un point vulnérable, la trouée d'Huningue. Je crois que des pourparlers sont engagés en vue de modifier, sur ce point, la situation qui résulte de

Le Général Prételat estime, sans vouloir retenir cette éventualité, que si un conflit devait éclater ces prochaines années, c'est au cours de 1937 que l'Allemagne pourrait attaquer dans les conditions les plus favorables pour elle. «Le temps», dit-il, «travaille pour la France et la Grande-Bretagne. Par ailleurs, que fera l'industrie allemande, occupée aujourd'hui tout entière à des fabrications de guerre, une fois mis au point l'équipement de l'armée en armes et en matériel»? Si donc l'on voulait tenir une guerre prochaine pour certaine, c'est cette année qu'elle devrait éclater.

Dans les circonstances présentes, le général ne croit pas à une agression directe sur le front rhénan. Il est d'avis que l'attaque allemande sera déclenchée en premier lieu contre la Tchécoslovaquie, car, précise-t-il, il faudrait au moins deux mois à la France, dans l'état de défense où se trouve actuellement la Rhénanie, pour arriver à exercer contre l'Allemagne une pression utile. Ce délai permettrait au Reich de pénétrer profondément dans l'Europe danubienne et d'atteindre même les puits de pétrole de la Roumanie.

Touchant plus particulièrement la Suisse, le général ne croit pas que l'armée allemande y pénétrera délibérément, aussi bien à cause des difficultés du terrain, que de la valeur défensive de notre armée. Toutefois, pour être prêt à toute éventualité, l'état-major a décidé de fortifier la frontière franco-suisse jusqu'à la trouée de Pontarlier. Il ne s'agit pas d'ouvrages aussi étoffés et aussi complets que ceux qui forment la ligne Maginot. Le mouvement par la Suisse ne serait à envisager que dans l'hypothèse où l'Italie se rangerait aux côtés de l'Allemagne pour opérer la jonction des troupes des deux pays et permettre le déploiement des éléments italiens qui ne trouveraient pas leur emploi sur le front des Alpes.

Ainsi que vous le savez, plusieurs chefs militaires français, tel le Maréchal Franchet d'Espérey, le Maréchal Pétain et le Général Baratier pensent qu'en abordant le territoire suisse, au lieu d'aborder le territoire belge, l'Allemagne bénéficierait automatiquement du retard de l'intervention anglaise. Sur ce point, le Général Prételat ne partage pas cet avis, attendu que l'Allemagne n'ignore pas qu'au début d'une guerre, l'Angleterre ne pourrait que difficilement collaborer d'une façon efficace aux opérations des armées de terre.

---

traités anciens. Mais les négociations diplomatiques sont parfois longues. Ne vous apparaît-il pas qu'en construisant à trois lieues en arrière, pour rester dans les termes du traité encore en vigueur, des ouvrages fortifiés, nous pourrions concilier notre respect du droit international avec les nécessités premières de notre sécurité?»

M. Daladier a répondu: «Ces ouvrages sont en cours de construction depuis déjà plusieurs semaines».